

L'«islamo-gauchisme » ou l'étrange complaisance d'une fraction de la gauche radicale envers l'islamisme



Le 11 janvier 2015, à la suite de la tuerie perpétrée dans les locaux du journal « Charlie Hebdo », 4 millions de Français manifestaient pour exprimer leur attachement indéfectible à la liberté d'expression. Un consensus large s'était édifié sur le droit absolu de critiquer une croyance ou une idéologie (quoique que l'on puisse penser par ailleurs du contenu d'un journal tel que « Charlie Hebdo »). Les Français se sont massivement mobilisés pour réaffirmer leur attachement aux valeurs républicaines (liberté, égalité, fraternité) face aux régressions obscurantistes et à leurs dérives meurtrières.

Pourtant, en 2017, éclate une violente polémique entre Edwy Plenel, directeur de Médiapart, et Riss, directeur de publication de « Charlie Hebdo » au sujet de la Une de « Charlie » représentant Edwy Plenel en singe se cachant derrière sa moustache face à l'affaire de moeurs concernant Tariq Ramadan. Il faut rappeller ici, que le 17 janvier 2015, Edwy Plenel participait à une conférence-débat « *contre les discriminations et l'islamophobie* », avec Tariq Ramadan, où il a notamment précisé qu'il n'aurait pas publié de « *caricatures qui offensent n'importe quelle religion* ».

Suite à cette Une, Edwy Plenel a réagi vivement en déclarant que la Une de « Charlie » « *fait partie d'une campagne plus générale que l'actuelle direction de "Charlie Hebdo" épouse. M. Valls et d'autres, parmi lesquels ceux qui suivent M. Valls, une gauche égarée,*

une gauche qui ne sait plus où elle est, alliée à une droite voire une extrême droite identitaire, trouvent n'importe quel prétexte, n'importe quelle calomnie, pour en revenir à leur obsession : la guerre aux musulmans, la diabolisation de tout ce qui concerne l'islam et les musulmans ». Ce à quoi Riss a vertement répondu que « Charlie » se trouvait ainsi désigné « *comme un agresseur supposé des musulmans, [et] adoube ceux qui demain voudront finir le travail des frères Kouachi* »

S'agit-il d'une enième « guéguerre » entre éditorialistes friands de polémiques vaines, mais vendeuses de papier ? Au MS21, nous pensons que cette affaire entre Plenel et « Charlie » dépasse la dimension de l'anecdote et qu'elle est révélatrice d'un véritable conflit entre deux courants de la gauche, généralement désignés comme « islamo-gauchisme » et « gauche républicaine ».

Le terme « islamo-gauchisme » est bien sûr une expression provocatrice et polémique tendant à dénoncer la proximité idéologique entre certains partis et mouvements de gauche et l'islamisme politique. Le fait que ce terme soit souvent utilisé par des intellectuels réactionnaires, tels que Alain Finkielkraut, Bernard-Henri Levy, Franz-Olivier Gisbert, ou des politiciens opportunistes tels que Manuel Valls, ne doit pas paralyser notre réflexion. La récupération idéologique malhonnête d'un concept n'invalide pas sa pertinence politique.

Nous verrons, dans un premier temps, que les mouvances politiques communautaristes restent bien à l'offensive actuellement. Nous décrypterons ensuite leur idéologie qui masque derrière un paravent pseudo-progressiste des concepts fondamentalement réactionnaires, voire racistes. Nous nous pencherons alors sur les raisons qui peuvent bien pousser une fraction de la gauche radicale à chercher un rapprochement avec ces mouvements politiques. Enfin, nous concluerons sur la nécessité absolue pour la gauche de transformation sociale de rejeter avec la plus grande vigueur toute idéologie communautariste.

Pour l'approfondissement du concept de communautarisme nous renvoyons à l'article « *Vous avez dit communautarisme ?* » sur notre site. Nous le définissons comme : « *une forme de socio-centrisme ou d'ethnocentrisme qui donne la priorité à la communauté sur l'individu et qui a pour conséquence l'entrave à la liberté individuelle, l'enfermement de la personne par assignation de l'individu à sa communauté. D'autre part, il peut signifier primauté des règles du groupe sur la loi républicaine et les droits des individus risquent de se différencier en fonction de leur appartenance à telle ou telle communauté, fondée sur une religion, une ethnie ou une langue*. »

1 – L'offensive communautariste

Le 6 mars 2015, donc peu de temps après les attentats, était organisé à Saint-Denis un meeting « *Contre l'islamophobie, pour les droits civiques. Contre la dérive sécuritaire, pour les libertés publiques* **»** à l'appel d'organisations comme Attac, Ensemble!, le PCF, EELV, l'Union juive française pour la paix (UJFP), l'Union des organisations islamiques de France (UOIF qui partage l'idéologie des Frères Musulmans), les indigènes de la République, le CCIF (Collectif Contre l'Islamophobie en France; organisation proche de l'UOIF). Le but noble de défendre les libertés individuelles et publiques contre les dérives sécuritaires en France cachait une volonté de mettre en avant les positions de plusieurs organisations de l'islam politique, avec une focalisation sur l'islamophobie (terme ambigu qui joue de la confusion entre critique d'une croyance et racisme dirigé contre les adeptes de cette croyance) au détriment des autres formes de racisme. L'islamophobie ferait l'objet d'un véritable racisme d'Etat selon le CCIF. Le Parti de Gauche, dirigé à l'époque par Jean-Luc Mélenchon a refusé d'y participer pour les raisons invoquées ci-dessus.

Le 11 décembre suivant, encore à Saint-Denis s'est tenu un autre meeting du même acabit. Voici un petit florilège de ce qui s'est raconté dans ce meeting, qui en dit long sur l'idéologie véhiculée par ces organisations proche de l'islam politique et ceux qui les soutiennent (rapport de Fiammetta Venner et Carla Parisi rapporté sur le site Respublica dans l'article « *un florilège islamo-gauchiste* ») : « *Lors de ce meeting, Salma Yaqoob, a expliqué que lorsque le Sun publie un sondage disant que 1/5 des musulmans soutient Daesh, c'est une attaque contre les musulmans !… lorsque "Valls déclare la guerre à Daesh (…) St Denis en paie le prix" dixit Alain Gresh, journaliste au Monde diplomatique. Tariq Ramadan a poursuivi à la tribune en congratulant Alain Gresh qui a "très bien présenté le lien avec la politique étrangère et les attentats". Il a ajouté qu'on ne "doit pas interdire ni criminaliser le salafisme ni les lectures littéralistes (…) D'après Tariq Ramadan, les attentats du 13 novembre sont "un prétexte pour déclarer la guerre à la Syrie", guerre qui aurait été "préparée par la France bien avant". Mais bien sûr, "des forces pro-israéliennes et sionistes en France ne veulent pas de son discours et provoquent des déstabilisations (...)Et de terminer par une diatribe contre la laïcité. "Arrêtez avec cette laïcité à toutes les sauces !! Il y en a marre !!! Unité de la république, laïcité, viande hallal, foulard, journée de la laïcité… c'est quel désordre ça ? On est où ? C'est de la distraction !!!* »

Plus récemment, plusieurs colloques organisés par des universités ou des établissements publics se sont avérés être de simples relais de propagande communautariste :

- les 18 et 19 mai 2017 à l'ESPE (Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education) de Créteil sur le thème de « *l'intersectionalité* » (thème sur lequel nous reviendrons)

- le 14 octobre 2017 à l'Université Lumière de Lyon 2 sur « *lutter contre l'islamophobie, un enjeu d'égalité ?* »

- Le 24 novembre 2017 à l'Université de Limoges était organisé un « *séminaire d'études décoloniales* » avec l'intervention de Houria Bouteldja, présidente du Parti des Indigènes de la République, dont nous reparlerons. Cette militante, connue pour ses prises de position racialistes, antisémites, sexistes et homophobes, ne possède par ailleurs aucune formation universitaire sérieuse. Ce colloque a été finalement annulé, tout comme celui de Lyon.

- le 29 novembre 2017, les « controverses de Descartes » à la Sorbonne avec le rectorat de Paris et le ministère de l'Education Nationale se sont déroulées avec deux représentants du seul enseignement privé catholique. Le sujet en était « *apprendre à devenir un résistant intellectuel à travers une réconciliation entre spiritualité et laïcité* » (!)

Les caractéristiques communes de ces colloques sont la présence d'intervenants militants, souvent sans qualifications universitaires et sans contradiction sérieuse lors de ces conférences, tels que Marwan Mohamed, dirigeant du CCIF. La volonté de propagande est manifeste, avec la bénédiction des autorités publiques.

Plus grave encore, le syndicat Sud-Education a présenté les 18 et 19 décembre 2017, une formation syndicale sur « *l'antiracisme à l'école* » qui se propose d'analyser et de combattre le racisme d'Etat qui gangrénerait l'Education Nationale. Pour ce faire, un atelier propose de définir ce qu'est un élève « racisé » (1), un autre atelier porte évidemment sur « l'islamophobie » et un atelier sur les pratiques de classe s'est organisé en non-mixité (atelier réservé aux personnes « racisés »). On constate, comme pour les colloques universitaires susvisés que les intervenants à ce stage sont tous membres de la mouvance décrite précédemment comme proche de l'islam politique, souvent désignée sous le terme

de « mouvance décoloniale » : Nacira Guénif du Parti des Indigènes de la République (PIR), Marwan Mohamed du CCIF.... C'est ainsi que nous la désignerons par la suite.

Nous devons donc maintenant préciser les contours de cette idéologie décoloniale.

2 – L'idéologie décoloniale ou la politique du PIR

La mouvance décoloniale, composée principalement du PIR, du CCIF et de multiples autres petits collectifs compte peu d'adhérents mais exerce une influence médiatique non négligeable. Elle est née d'une critique des impasses de l'antiracisme traditionnel issue de l'échec de la « marche des beurs » de 1983, et de sa récupération politique (en fait sa dépolitisation) par le PS et SOS Racisme. Elle dénonce de façon radicale le modèle républicain, accusé d'être incapable de réduire les inégalités et de promouvoir réellement le bien commun. En réponse à cela, les décoloniaux proposent une réaffirmation de l'identité culturelle et religieuse des Français issus de l'immigration et valorisent une organisation de la société sur le mode communautariste anglo-saxon. Ainsi, après l'affaire de l'exclusion d'une collégienne voilée du lycée de Creil en 1989, le camp antiraciste se divise. Les décoloniaux dénoncent dans cette affaire une illustration parfaite de ce qu'ils nomment comme un racisme d'Etat organisé, et l'un de leur principal cheval de bataille deviendra la lutte pour l'abrogation de la loi de 2004 proscrivant le port de signes religieux ostentatoires à l'école publique.

De façon plus systématique, la mouvance décoloniale analyse les rapports de domination en termes de prolongation de la domination coloniale. Le PIR s'inspire, pour ce faire, du concept de colonialité (différent de colonialisme) inventé par un sociologue portoricain, Ramon Grosfoguel, il s'agit d '« *une structure permanente, transhistorique. Celle-ci affecte toutes les dimensions de l'expérience humaine, individuelle et collective, acquiert d'emblée une dimension planétaire et, surtout, perdure et se renforce après la fin des empires coloniaux. « L'Occident » en tant que civilisation et système de domination maintient son emprise sur les anciennes colonies (..)À l'intérieur des pays occidentaux, la colonialité s'exprime par l'infériorisation des populations des anciennes colonies ou des descendants d'esclaves : Noirs aux États-Unis, Maghrébins et Africains en France, etc. Il ne s'agirait donc en rien d'un dysfonctionnement ou d'un inaboutissement des idéaux démocratiques et égalitaires – car ceux-ci ne sont en définitive que l'ultime supercherie destinée à rendre acceptable la domination occidentale –, mais bien d'un système global qui ne peut être dénoncé que dans son ensemble* »(2).

L'appel des indigénes de la République lancé en 2005 précise bien, en effet, que « *La France reste un Etat colonial !(...)**Le traitement des populations issues de la colonisation prolonge, sans s'y réduire, la politique coloniale.** Non seulement le principe de l'égalité devant la loi n'est pas respecté mais la loi elle-même n'est pas toujours égale (double peine, application du statut personnel aux femmes d'origine maghrébine, sub-saharienne…). La figure de l'« indigène » continue à hanter l'action politique, administrative et judiciaire ; elle innerve et s'imbrique à d'autres logiques d'oppression, de discrimination et d'exploitation sociales(...)La République de l'Egalité est un mythe. L'Etat et la société doivent opérer un retour critique radical sur leur passé-présent colonial. Il est temps que la France interroge ses Lumières, que l'universalisme égalitaire, affirmé pendant la Révolution Française, refoule ce nationalisme arc-bouté au « chauvinisme de l'universel », censé « civiliser » sauvages et sauvageons. Il est urgent de promouvoir des mesures radicales de justice et d'égalité qui mettent un terme aux discriminations racistes dans l'accès au travail, au logement, à la culture et à la citoyenneté. Il faut en finir avec les institutions qui ramènent les populations issues de la colonisation à un statut de sous-humanité..* » (3)

Il est manifeste qu'il y a ici un glissement de la dénonciation légitime d'un systéme de domination économique postcolonial, à une mise en cause de la domination d'une civilisation sur d'autres. La civilisation produit le système économique et non l'inverse. La lutte des races va pouvoir se substituer à la lutte des classes...

Le concept de race dans l'idéologie décoloniale n'est certes pas un concept biologique comme le précise Houria Bouteldja, présidente du PIR : « *La race est un rapport social comme le genre, comme la classe. Il est fondé sur de supposées catégories raciales, ethniques et religieuses qui sont issues de l'histoire de l'esclavage et de la colonisation (...) C'est la France qui est raciale. Nous voulons assumer le stigmate pour le dépasser. Personne n'échappe à la racialisation, blancs ou indigènes. Mais les uns sont dominants et les autres dominés* ». Pour autant, le concept de « suprématie blanche » évoque fortement la couleur de la peau et est éminemment contestable : les classes dominantes sont loin d'être toutes occidentales et blanches dans le monde...Dans son livre le plus récent, *« Les Blancs, les Juifs et nous* »(La Fabrique Editions), Houria Bouteldja enfonce le clou : « *Je suis dans la strate la plus basse des profiteurs. Au-dessus de moi, il y a les profiteurs blancs. Le peuple blanc, propriétaire de la France : prolétaires, fonctionnaires, classes moyennes. Mes oppresseurs. Ils sont les petits actionnaires de la vaste entreprise de spoliation du monde* ».

Les décoloniaux et leurs alliés qui se disent des grands admirateurs de Frantz Fanon feraient pourtant bien de le relire. Voici ce qu'il écrit dans *Peau noire, masques blanc* : « *Je suis un homme, et c'est tout le passé du monde que j'ai à reprendre. En aucune façon je ne dois tirer du passé des peuples de couleur ma vocation originelle. Ce n'est pas le monde noir qui me dicte ma conduite. Ma peau noire n'est pas dépositaire de valeurs spécifiques (...).Je n'ai pas le droit, moi homme de couleur de souhaiter la cristallisation chez le Blanc d'une culpabilité envers le passé de ma race. Je n'ai pas le droit, moi homme de couleur, de me préoccuper des moyens qui me permettraient de piétiner la fierté de l'ancien maître. Je n'ai pas le droit ni le devoir d'exiger réparation pour mes ancêtres domestiqués. Il n'y a pas de mission nègre ; il n'y a pas de fardeau blanc* ».

Face à ces oppresseurs « blancs » la défense des « indigènes » passe le plus souvent par une valorisation inconditionnelle de l'islam, camouflée habilement en dénonciation de l'islamophobie. Mais que faut-il entendre exactement par islamophobie ? Ce terme pourrait trouver sa légitimité dans son équivalence avec « racisme anti-musulman », un racisme qu'il faut dénoncer comme toutes les formes de racisme, bien sûr. Le probléme réside dans le fait que les décoloniaux abusent de la confusion entre racisme anti-musulman et critique de la religion musulmane pour condamner toute critique de celle-ci. Les croyants, comme tout citoyen, sont protégés par la loi contre toute attaque visant leur intégrité physique ou morale. Par contre, il est inconcevable dans un régime démocratique, de protéger une croyance ou une idéologie en interdisant, ou simplement en limitant sa critique. Sinon, les militants de gauche devraient s'interdire aussi de critiquer le libéralisme, sous le prétexte de heurter gravement la sensibilité de nombreux médiacrates et oligarques dans ce pays...

Pourtant dans un appel lancé sur Médiapart « *Contre l'offensive islamophobe, un front large et massif »*, des militants de gauche (dont Danièle Obono) entretiennent cette confusion dangereuse entre loi laïque émancipatrice et discriminations (réelles) dont sont victimes les personnes issues de l'immigration (assimilés globalement aux musulmans): « *Alors que la France a été condamnée par le comité des droits de l'homme de l'ONU pour sa loi du 15 mars 2004 contre les signes religieux à l'école, les offensives contre les musulman-e-s, français-e-s et étranger-e-s, vivant en France, se multiplient, alimentent un climat d'islamophobie et de racisme grandissant et renforçant des discriminations généralisées au point de faire système (contrôles policiers, emplois, logements,*

éducation...) contre un nombre grandissant d'habitants de ce pays, l'Etat étant en première ligne ».

Pour se donner une crédibilité scientifique l'idéologie décoloniale se réfère fréquement au concept d'intersectionnalité. Cette aproche sociologique, théorisée par la féministe et juriste afro-américaine, Kimberlé Williams Crenshaw à la fin des années 80 estime que la compréhension des mécanismes de domination et de discrimination (racisme, sexisme, homophobie...) ne peut pas être complète si elle n'intègre pas les interactions se créant entre ceux-ci. Cette démarche intellectuelle s'avère féconde dans la mesure où elle peut nous rendre sensible à la nécessité de lutter contre toutes les discriminations sociales ou économiques sans privilégier certaines, dans une perspective de compréhension globale du système de domination dans lequel nous vivons. Mais, pour les décoloniaux, il y a là surtout un prétexte « scientifique » de hiérarchiser les discriminations. Ainsi, au nom de la priorité donnée à la lutte contre le racisme et l'islamophobie, les femmes noires ne devraient pas dénoncer des aggressions sexuelles subies de la part d'hommes noirs. Le « féminisme blanc » des femmes issues des classes moyennes à visée universaliste se retrouve dévalorisé face au « féminisme » à connotation religieuse ou communautariste. Les oppressions existant au sein d'un même groupe humain se trouvent ainsi minimisées ou niées. Enfin, en ce qui concerne la méthode, les mouvements décoloniaux ont une prédilection pour l'organisation d'ateliers, de groupes de travail ou de discussion non-mixtes, c'est-à-dire réservé à des personnes considérées comme appartenant à des groupes discriminés (femmes, noirs...). Cette pratique de non-mixité choisie se trouve justifiée par la nécessité d'une libre parole donnée à ceux qui ne peuvent pas l'avoir habituellement, du fait de la prédominance du discours des dominants dans l'espace public. Elle serait aussi nécessaire à l'autodétermination politique en toute liberté des groupes dominés. Il est fait référence notamment, au mouvement afro-américain des droits civiques (les Blacks Panthers n'admettaient aucun blanc en leur sein) et aux mouvements féministes des années 1970.

Si certains de ces arguments peuvent être entendus dans un cadre limité et temporaire, il convient de ne jamais perdre de vue la priorité à donner aux combats communs. Car il y a péril en la demeure républicaine, dans une conception des luttes où seules les femmes pourraient s'élever contre le sexisme, où seuls les « racisés » pourraient dénoncer le racisme. Dans des manifestations ouvertes à un public large, la présence des ateliers non-mixtes vient légitimer de façon dramatique et scandaleuse l'impossibilité de construire ensemble des politiques de transformation sociale.

En définitive, l'idéologie décoloniale n'est pas émancipatrice, elle substitue le combat culturel entre « blancs » et « indigènes » à la lutte des classes. Par ses obsessions identitaires, elle fait le lit de thématiques sexistes, homophobes, antisémites que l'on croyait réservé à l'extrême-droite. C'est encore Houria Bouteldja dans son livre *« Les Blancs, les Juifs et nous »* qui en parle le mieux en appelant à l'amour révolutionnaire... : «*La critique radicale du patriarcat indigène est un luxe. Si un féminisme assumé devait voir le jour, il […] passera obligatoirement par une allégeance communautaire.* » … « *Mon corps ne m'appartient pas. Aucun magistère moral ne me fera endosser un mot d'ordre conçu par et pour des féministes blanches* ». « *On ne reconnaît pas un Juif parce ce qu'il se déclare Juif mais à sa soif de vouloir se fondre dans la blanchité, de plébisciter son oppresseur et de vouloir incarner les canons de la modernité. Comme nous*. » « *J'appartiens à ma famille, mon clan, à mon quartier, à ma race, à l'Algérie, à l'Islam*. »...« *Je vous le concède volontiers, vous n'avez pas choisi d'être blancs. Vous n'êtes pas coupables. Juste responsables. S'il y a un fardeau qui mérite d'être porté, c'est celui-là. La race blanche a été inventée pour les besoins de vos bourgeoisies en devenir car toute alliance entre les esclaves pas encore noirs et les prolos pas encore blancs devenait une*

menace pour elle… »

En principe, ce florilège de pensée ultraréactionnaire devrait faire fuir tout militant de gauche normalement constitué. Et pourtant...

3 – Les liaisons dangereuses

La proximité revendiquée par certaines mouvances de la gauche radicale avec l'idéologie décoloniale n'est pas qu'un fantasme d'éditorialiste néoréactionaire tel que le prouve les quelques exemples présentés ci-dessous.

Danièle Obono, député de la France Insoumise, précise à propose du PIR : «*Je les considère comme des camarades car je les ai rencontrés au sein de ce mouvement. On a des combats communs même si on n'est pas d'accord et qu'on a plein de débats* ».

Le parti de Clémentine Autain « Ensemble » a apporté son soutien au 4e forum contre l'islamophobie organisé en 2017 qui affirme : « *Si le FN réalise un score de 33,9%, il est en crise. Pour l'instant. Et d'autres se chargent de faire prospérer son fonds de commerce. Les réseaux racistes et islamophobes, qui œuvraient au cœur de l'État avec Valls, se reconstituent. Depuis la rentrée, ils œuvrent tous azimuts avec une violence redoublée : pressions sur l'université pour censurer les colloques sur ces questions, cyber-harcèlement contre des associations de féministes musulmanes comme Lallab, campagnes de dénigrement et de diffamation ciblées qui tournent à la chasse à l'homme ou à la femme contre ceux qui luttent contre le racisme et l'islamophobie. Printemps républicain, bande à Valls, Comité laïcité et République, UFAL, Causeur, Le Figaro, Marianne, Valeurs actuelles, « fachosphère » : les campagnes coordonnées de ces réseaux hétéroclites ont un objectif, intimider pour réduire au silence les voix qui s'élèvent contre le racisme anti-musulman"* Clémentine Autain s'est particulièrement illustrée par ses expressions de déni, pour elle le féminisme et la luttre contre les fondamentalismes ne peuvent être que subordonnées à l'antiracisme. Ainsi, en 2016, suite aux agressions sexuelles commises à Cologne en partie par des migrants, elle tweete : « *Entre avril et septembre 1945, deux millions d'Allemandes violées par des soldats. La faute à l'Islam ?* » sans un mot de dénonciation des agressions. En 2013, elle avait déjà fait preuve d'une grande clairvoyance en déclarant face à Elisabeth Levy qu'il n'y avait pas en France « *une menace pour notre république de terrorisme islamique [sic] ou d'intégrisme islamique ...*»

Le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) définit la loi du 15 mars 2004 prohibant les signes religieux ostentatoires à l'école de loi « *liberticide et raciste* » et demande son abrogation. Il considère que le racisme « *est une composante centrale de la situation politique en France et ne pourra être contourné ou remplacé par des luttes sur le terrain économique (pour les salaires et l'emploi, contre la loi Travail, etc.* ». Encore une fois, la lutte antiraciste (qui a sa légitimité, évidemment) prend le pas sur la lutte des classes, qui devrait être la priorité d'action pour un mouvement trotskiste. Le NPA va jusqu'à enrôler post-mortem le camarade Lénine dans sa croisade contre l'islamophobie ! Dans un article intitulé « *Lénine, un précurseur de l'« islamo-gauchisme ? »*le NPA se réfère à l'appel lancé par Lénine aux musulmans de Russie en 1917 à rallier le gouvernement révolutionnaire bolchevique.

Pourquoi tant d'aveuglement ? Cela tient probablement d'abord à une vision erronée de ce que doivent être les alliances politiques contre l'impérialisme américain. Le sociologue Gaël Brustier note : « *L'islam exerce depuis longtemps une véritable fascination au sein des mouvements marxistes, d'extrême gauche ou anticolonialistes. Pendant la guerre d'Algérie, l'avocat de la militante Djamila Bouhired, Jacques Vergès, déjà vieux routier des combats anticolonialistes, se convertit à l'islam lorsqu'il se rapproche du Front de*

libération nationale. Un peu plus tard, aux confins de l'extrême gauche, le terroriste vénézuelien Illitch Ramirez Sanchez –Carlos– embrassa lui aussi l'islam ». Il est pertinent de se rappeler aussi de la fascination qu'a exercé la révolution islamique menée par Khomeny en Iran à ses débuts sur certains intellectuels de gauche.

Cette stratégie d'alliance avec des mouvements islamistes au nom de l'anti-impérialisme a été théorisé en particulier par Chris Harman dirigeant trotskiste du «Socialist Workers Party» (SWP) en 1994 dans un article initulé « *The prophet and the proletariat* » : " *Les islamistes ne sont pas nos alliés. Ils sont des représentants d'une classe qui tente d'influencer la classe ouvrière et qui, lorsqu'elle y parvient, attire des travailleurs soit vers un aventurisme futile et désastreux, soit vers une capitulation réactionnaire devant le système ou, comme souvent, à l'un puis à l'autre. Mais ce n'est pas à dire que nous pouvons pour autant prendre une position abstentionniste indifférente à l'égard des islamistes. Ils naissent de groupes sociaux très nombreux qui souffrent dans la société actuelle. Leurs sentiments de révolte pourraient être canalisés vers des objectifs progressistes, si une direction leur était offerte par une montée de luttes ouvrières. Même lorsque le niveau de luttes ne s'élève pas, beaucoup de ceux qui sont attirés par des versions radicales de l'islamisme peuvent être influencés par les socialistes - à condition que ceux-ci combinent une indépendance politique à l'égard de toutes les formes de l'islamisme, avec la volonté de saisir les opportunités pour entraîner à leurs côtés des individus islamistes dans des formes de lutte authentiquement radicales*[(4)]".

Harman semble faire preuve de plus de lucidité que nos « islamo-gauchistes » actuels sur la nature réactionnaire de l'idéologie islamiste. Mais il mise sur une évolution possible de leur colère vers des luttes progressistes. Mais, les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis... Il y a aussi, malheureusement, dans ces dérives une forme de clientélisme politique. Certains militants politiques considèrent qu'en flattant les revendications particulières (réelles ou supposées) d'une communauté religieuse ou ethnique, ils vont s'attacher leur fidélité électorale. Cela se traduit par exemple, par des financements publics d'associations religieuses ou communautaristes telles que les crèches dépendantes du mouvement juif loubavitch par la mairie de Paris. Il y a aussi parfois une volonté de valoriser l'appartenance religieuse dans des combats politiques. L'on se souvient ainsi de la candidate du NPA aux éléctions régionales de l'année 2010 portant le voile islamique, Ilham Moussaïd (qui a fini par quitter le NPA). Fort heureusement, de nombreux militants et responsables politiques, tels que Jean-Luc Mélenchon et Alexis Corbière à la France Insoumise, restent fermes sur leurs convictions laïques.

Pour nous, au MS21, notre position est claire : aucune considération stratégique ou idéologique ne peut justifier un rapprochement avec la mouvance décoloniale.

4 – De la nécessité absolue de lier combat laïque et combat social

Il y a deux raisons principales à la ferme réprobation du MS21 de toute compromission entre la gauche et les mouvements d'inspiration communautariste.

La première est liée à notre conception de l'éthique politique : il n'est pas concevable pour un mouvement authentiquement progressiste de s'allier avec des organisations politiques faisant la promotion d'idées racialistes, sexistes, homophobes, antisémites.

La deuxième raison est en lien avec notre analyse politique des stratégies menées par les classes dirigeantes pour asseoir la domination du système capitaliste. Comme nous l'écrivions dans notre texte « *vous avez dit communautarisme* ? » : « *L'ordre politique et économique dominant, l'ultra-libéralisme non seulement s'accommode fort bien des idéologies communautaristes réactionnaires, mais il les instrumentalise volontiers.*

Pourquoi faut-il mettre en regard ces deux formes de régression, celle d'ordre religieux du communautarisme intégriste et celle d'ordre politique de l'ultra-libéralisme? Pour une raison simple, invariante et structurante et qu'il faut toujours garder à l'esprit dans le combat politique : il y a une convergence d'intérêts entre les forces néo-libérales (de droite ou de gauche) et les forces communautaristes et intégristes. D'une part la marchandisation des biens publics et la recherche de profits ne peut se faire qu'en sous-traitant aux organisations religieuses la charité en lieu et place d'une réelle protection sociale, solidaire et universelle. D'autre part les tensions communautaires divisent le corps social qui, occupé dans des revendications concurrentes victimaires, perd de vue la nature exacte de l'oppression dont il est l'objet : « diviser pour mieux régner ».

Laissons le mot de la fin à celui qui a saisi avec le plus d'acuité la nécessité politique de conjuguer combat laïque et combat social, Jean Jaurès : *« Laïcité de l'enseignement, progrès social, ce sont deux formules indivisibles. Nous lutterons pour les deux »* [(5)] « *Comment voulez-vous qu'à l'émancipation politique ne vienne pas s'ajouter pour les travailleurs l'émancipation sociale quand vous avez préparé vous-mêmes leur émancipation intellectuelle ?* » [(6)] .

Notes

(1) personne " racisé" : personne considérée comme appartenant à un groupe minoritaire ayant des caractéristiques communes.

(2) Voir le site de la Fondation Jean Jaurès : Article *Radiographie de la mouvance décoloniale*

(3) Voir le site des Indigènes de la République : Article *les mots sont importants*

(4) Voir le site « tintin revolution » : Article *le prophète et le prolétariat*

(5) discours *« Pour la laïque* » du 25 janvier 1910

(6) discours à la Chambre des députés, le 21 novembre 1893